

Danielle Simonnet : « Avec Jean-Luc Mélenchon, nous voulons changer le système »

21 avril 2017 / Entretien avec Danielle Simonnet



La campagne de la France insoumise a cassé de nombreux codes du militantisme, en particulier par son horizontalité, et a créé une dynamique forte. Danielle Simonnet, engagée aux côtés de Jean-Luc Mélenchon, explique pourquoi elle juge que, « pour une fois, on peut avoir un vote qui engage une grande bifurcation historique ». Un entretien robotatif.

Danielle Simonnet est conseillère de Paris, élue dans le 20^e arrondissement, et coordinatrice du Parti de gauche. Engagée aux côtés de Jean-Luc Mélenchon, elle est aujourd'hui candidate aux législatives pour la France insoumise, dans le 20^e arrondissement de la capitale.



Depuis l'automne dernier, vous montez régulièrement sur scène pour faire valoir vos convictions. Avec votre conférence gesticulée, *Uber, les salauds et mes ovaires*, vous avez cassé les codes classiques de la médiatisation politique. La campagne de Jean-Luc Mélenchon — avec ses vidéos, son hologramme, son jeu interactif — casse aussi ces codes. Pourquoi ce choix ?

Danielle Simonnet — Parce que le projet politique que l'on porte est celui d'une révolution citoyenne. Nous ne sommes pas dans une élection classique pour gagner des parts électorales, nous voulons changer le système. Il y a donc une bataille culturelle à mener, pour contester la culture dominante qui sert à pérenniser, à maintenir le système en place. Nous cherchons à ce que les citoyens et les citoyennes s'émancipent, afin que le peuple en conscience se mette en mouvement et exerce le pouvoir. Et ça, ça demande de casser tous les codes.

Tout l'esprit de la campagne de la France insoumise va dans ce sens. Chacun et chacune a pu, à travers la plateforme du mouvement, rejoindre la campagne, mais aussi constituer ou participer à des groupes d'appui. Plein de formes de militantisme se sont ainsi développées, par l'horizontalité, qu'elles soient classiques (tractage) ou pas, comme la bataille sur les réseaux sociaux, les vidéos. Le fait que les dirigeants aient montré qu'ils cassaient les codes ainsi que le fait de porter un programme ambitieux ont aussi participé à créer cette dynamique d'émancipation et cette créativité extraordinaire.

Un groupe de citoyens un peu geek a ainsi codifié et mis en image tout le programme de l'Avenir en commun [sur un site](#), afin de le rendre accessible à tous. Le jeu vidéo [Fiscal Kombat](#) a connu un bon succès. Des Insoumis de la Drôme ont mis en scène des chansons de campagne détournées que j'utilise comme bande-son avant nos meetings.

Après le meeting de Marseille j'ai été avec le « [camion insoumis](#) » à Forcalquier et Digne-les-Bains. Le but est de donner la parole aux gens... J'ai été frappée par l'appétit politique des gens. Cette période, par la

volonté citoyenne de prendre la parole et de changer les choses, me fait penser à 2005, lors de la campagne contre le Traité constitutionnel européen.



Comme en 2005, nous sommes au moment où ça bascule, où les gens qui nous soutiennent depuis longtemps se disent « *mais, si ça se trouve, cette fois-ci c'est la bonne* » ; et où tous les autres, qui voient cette vague se transformer en tsunami, se disent « *mais c'est sacrément intéressant ce qu'ils racontent* ». Ça crée une énergie formidable ! Il y a quelque chose qui se passe dans le pays de très fort.

Cette envie de politique se tourne-t-elle aussi vers l'écologie ?

L'écologie se retrouve dans nos rencontres, mais différemment selon les quartiers et selon les thématiques. Elle remonte en tout cas beaucoup plus qu'en 2012.

Comment articuler l'horizontalité de ce foisonnement citoyen et l'organisation de la campagne par le bas, avec l'idée d'une planification écologique, qui implique une forme de centralisation et d'organisation verticale ?

D'abord, le fait que l'on convoque une assemblée constituante. Nous souhaitons qu'il y ait un processus constituant avec des personnes tirées au sort, qui n'ont jamais été élues avant. Nous voulons aussi que ces gens ne se retrouvent pas enfermés à Versailles pour rédiger la Constitution, mais que ce processus irrigue tout le pays. Cela pose la question des contre-pouvoirs à tous les niveaux.

Ensuite, la question écologique ne sera pas seulement prise en compte parce que l'on veut instaurer la règle verte, même si c'est fondamental. Lors des grosses luttes contre les délocalisations ou les fermetures d'entreprise, quand les salariés ont été amenés à repenser les processus de production, à chaque fois la question du « *comment on produit* » s'est posée : est-ce que cette production est respectueuse de notre environnement, est-ce qu'elle a un sens, une pertinence par rapport à nos enjeux... Les gens veulent être fiers de ce qu'ils font. Si on leur donne la possibilité de donner du sens à leur vie, ils n'ont pas envie de bousiller leur santé avec des pesticides, de bousiller celle des autres en saccageant leur environnement. Ces problématiques-là entrent de plus en plus en compte. En permettant une implication à tous les niveaux, on créera une dynamique écologiste.

La planification et l'implication citoyenne sont associées. On ne conçoit une planification écologique que parce qu'elle est adossée à l'intelligence collective. Le peuple peut penser à l'intérêt général alors que les

entreprises privées se concentrent sur leurs propres profits et sur le court terme. Et passer par des hauts fonctionnaires ne suffit pas à protéger l'intérêt général, sinon EDF ne se serait pas engagé dans le nucléaire. La création de pôles publics ne garantit donc pas la prise en compte de l'intérêt général écologique. C'est pourquoi nous souhaitons qu'il y ait, dans l'ensemble des services publics, des contre-pouvoirs où sont impliqués les agents salariés et des citoyens usagers.

À quoi ressembleraient concrètement ces contre-pouvoirs ?

Sur la question de l'énergie par exemple, il y a l'impulsion à donner nationalement : recréer un pôle public de l'énergie afin de planifier dans le temps long, de fixer des objectifs. Si on veut la sortie du nucléaire, il faut planifier la gestion de nos déchets nucléaires, réorienter tous les financements vers les énergies renouvelables. Mais adossées à ce pôle public, on peut imaginer plein d'autres expériences locales, citoyennes : l'énergie renouvelable peut être produite par les collectivités, mais aussi par les particuliers. Sans pôle public, pas moyen de sortir du nucléaire et de réorienter les grands projets de recherche et d'investissement. Mais cela ne signifie pas qu'on entrerait soudain dans un dogme qui ferait fi des expériences de terrain.



La France insoumise est beaucoup plus présente sur les questions d'écologie qu'en 2012. Que s'est-il passé ?

Le fait que la campagne s'assume complètement en dehors des partis et propose aux partis d'être au service de la campagne a beaucoup aidé.

En 2012, c'était le Front de gauche...

Oui, nous étions dans une coalition partidaire avec le Parti communiste français.

Qui était peut-être moins sensible à ces questions...

Avec lequel nous avons des désaccords sur ces questions. Puisque, clairement, le Parti communiste n'était pas pour la sortie du nucléaire. Ce désaccord par exemple, nous l'avions...

... Mis sous le tapis ?

Non, on ne peut pas dire ça. On avait atterri sur un compromis qui était de dire « *on présentera un référendum au peuple et c'est lui qui décidera de la sortie ou non* ». Mais il n'existe pas de nucléaire sécurisé et rentable d'un point de vue économique puisqu'on ne prend pas en compte dans son prix le coût du traitement des déchets et du démantèlement des centrales.

Donc le fait de ne plus être lié organiquement au Parti communiste vous a permis de prendre en compte pleinement les questions écologiques ?

En 2012, nous étions dans une stratégie de coalition partidaire. En 2017, nous sommes dans une stratégie qui n'est pas de rassembler l'autre gauche et de chercher le dénominateur commun entre des formations politiques, mais de fédérer le peuple à travers des contenus. C'est ainsi qu'on se rend compte que ce qui fédère, c'est la sortie du nucléaire, la question de l'intérêt général humain supérieur, la préservation de notre écosystème... donc tout le travail de programme s'est orienté différemment. Il était plus ouvert, avec des associations, des syndicalistes, des collectifs de citoyens. Chacun pouvait apporter sa contribution et je pense qu'il y a eu quelque chose de beaucoup plus libre que la démarche du plus petit dénominateur commun entre des composantes politiques.

Il y a quand même quelques restes de ce passé productiviste dans le programme de la France insoumise, notamment dans le programme économique, très keynésien. Il prévoit une relance qui, sans le dire explicitement, vise une croissance économique. Alors que l'on connaît l'impact écologique que cela pourrait avoir...

Nous avons tous été très positivement marqués par le mouvement de pensée de la décroissance. Ce sont d'ailleurs certainement les décroissants et leurs réflexions qui ont créé une « *dissonance cognitive* » pour celles et ceux qui, comme Jean-Luc et moi, étions issus d'une culture socialiste classique. Cette rupture d'avec le productivisme a été salutaire. Bien sûr qu'il faut décroître un certain nombre d'activités humaines, qu'il faut repenser notre modèle de développement pour arrêter de produire toujours plus et n'importe comment.

Notre politique keynésienne de relance par l'investissement et le développement de l'activité ne vise pas coûte que coûte la croissance. Le but, c'est de réinvestir dans ce qui peut-être utile socialement et responsable écologiquement.



Mais aussi par un soutien au pouvoir d'achat qui se traduira par des dépenses de consommation supplémentaires. Ce qui est compréhensible socialement, mais qui peut avoir un impact écologique important.

Quand on a 9 millions de pauvres, on ne peut pas dire « *c'est super, ils consomment moins donc ils polluent moins* » ! Ce sont les riches qui polluent le plus.

Donc relancer le pouvoir d'achat — je n'aime pas cette expression, je dirais plutôt augmenter les salaires pour améliorer les conditions de vie — passe par plein d'autres aspects, comme éradiquer la publicité dans l'espace public, transmettre et éduquer à la préservation de l'écosystème, lutter contre l'obsolescence programmée des objets, réduire la production de l'emballage à la source. L'augmentation du pouvoir d'achat ne signifie pas continuer à consommer n'importe quoi n'importe comment.

Est-ce qu'il n'y a pas une sorte de divergence entre les instruments et le discours économiques que vous tenez — qui se réfère à la relance, au PIB, etc. — et la vision de la société que vous envisagez ?

Quand on met en place l'écart de salaire de 1 à 20 — ce qui est encore énorme — et quand on instaure un revenu maximal d'existence, on s'attaque aux racines du problème. L'émancipation n'est pas dans la richesse. Ça paraît simple à dire, mais c'est essentiel. Il s'agit d'un renversement culturel, car toute notre société est fondée sur l'idée que réussir sa vie, c'est réussir l'accumulation. Nous voulons inverser totalement cette idéologie : réussir sa vie, c'est être heureux. Aimer, s'aimer, aimer les autres... Il faut faire du bonheur une idée neuve, reprendre les Jours heureux de 1945, remettre l'émancipation comme projet. C'est pourquoi cette relance économique n'est pas adossée au PIB, mais aux indicateurs de développement humain : est-ce que je peux me loger, est-ce que j'ai de quoi subvenir à l'ensemble de mes besoins et est-ce que j'ai du temps pour me construire ?

Cette émancipation ne passe-t-elle pas par plus d'Europe ? Le cadre de cette transition notamment écologique n'est-il pas l'Europe ?

Pourquoi l'Europe ? On pourrait imaginer un autre espace géographique, comme la Méditerranée... Historiquement, dans le contexte de l'après-guerre, l'Europe signifiait la paix, la coopération entre les peuples, la liberté. C'est comme ça que je me suis construite.

Mais quel exercice démocratique terrible avons-nous fait en 2005 ! Le Traité constitutionnel européen était en fait antidémocratique, et constitutionnalisait une seule politique possible, une politique de l'offre, monétariste, ultralibérale qui était à l'opposé de tous ces objectifs originels de l'Europe. Or notre vote n'a pas été respecté, et depuis tout se confirme.

Nicolas Sarkozy a nié le non au traité constitutionnel, François Hollande n'a rien renégocié malgré ses promesses. Nos budgets doivent se soumettre aux exigences de Bruxelles, nous concédons des réformes structurelles, telle la loi Travail, nous acceptons de démanteler le fret ferroviaire, le tout sous l'impulsion des diktats européens. Les traités européens interdisent toute harmonisation sociale et fiscale, imposent le dogme de la concurrence libre et non faussée, bafouant ainsi les impératifs sociaux et écologiques.

Et du côté de la paix, ce n'est guère mieux. L'Otan et le gouvernement états-unien nous poussent à installer des missiles, à organiser des fronts face à Poutine... ce qui ne fait qu'attiser le nationalisme russe, qui n'attend que ça pour justifier des politiques avec lesquelles on ne peut être en accord. Cette Europe-là nous mène à la guerre, à la catastrophe écologique et sociale... et donc au fascisme. Aujourd'hui, on est face à une dislocation du projet européen qui est extrêmement dangereuse.

Il faut s'attaquer à la racine du problème, et ce n'est pas en se soumettant plus qu'on va éviter les conséquences de cette dislocation. C'est au contraire en assumant la rupture avec les traités et le rapport de force pour essayer de construire d'autres coopérations. Est-ce que ça passera dans le cadre européen avec tout le monde ou en dehors de ce cadre-là avec ceux qui le voudront, la dynamique qui va venir nous le dira.

Notre stratégie est la suivante pour l'instant : Jean-Luc Mélenchon est élu président de la République le 7 mai prochain. Il va voir M^{me} Merkel et les dirigeants des institutions européennes, pour exiger la renégociation des traités. D'emblée, il explique que la France désobéit unilatéralement aux traités en vigueur qui interdisent toute harmonisation sociale et fiscale, et qui exigent la privatisation des services publics. Et il précise — histoire de mettre une bonne ambiance — que quoi qu'il sorte des négociations, le

peuple français sera amené à se prononcer via référendum. Soit, plan A, il est d'accord avec l'issue des discussions, soit, plan B, il sort des traités avec les pays qui le veulent.

Cette démarche crée un rapport de force comme il n'y en a jamais eu. La Grèce a bien essayé, mais elle n'y est pas arrivée, parce qu'elle n'avait pas de plan B, et parce que ce n'était pas simple : la Grèce est un petit pays avec un budget équivalent à celui de l'Île-de-France. La France est un pays historique dans la construction européenne, elle représente 18 % du PIB de l'UE. Nous pouvons donc provoquer un état de choc, qui pourrait entraîner d'autres pays avec nous.

Et si le bras de fer ne se fait pas avec les autres gouvernements et la Commission européenne, mais avec les marchés ? Le CAC 40 est majoritairement possédé par des capitaux étrangers, de même que la dette française. Tous ces gens du Luxembourg, de la City, de Frankfort, de Wall Street peuvent décider de retirer leurs fonds...

La première mesure à prendre est celle du contrôle des capitaux et la création d'un pôle public bancaire. Bien évidemment, il ne s'agit pas uniquement d'une affaire de débat entre des dirigeants élus et raisonnables, car nombre de gouvernements européens ne sont que des courroies de transmission d'autres pouvoirs bien plus importants. On n'est pas au pays des Bisounours : ce sera un bras de fer des peuples contre la finance. Est-ce nous ou eux qui dirigeons le monde ? C'est le bras de fer de notre moment de l'Histoire.



Donc, ce n'est pas qu'un bras de fer contre M^{me} Merkel ou M. Juncker...

Non, ils ne sont que des courroies de transmission, comme M. Macron. Il a travaillé chez Rothschild, puis il a été le scribouillard de M. Atalli, dont le frère est l'un des principaux investisseurs d'Uber.

Pourquoi le projet de Macron vous fait-il si peur ?

Ce n'est pas qu'il me fait peur, c'est qu'il est l'incarnation oligarchique du système. Et le fascisme, M^{me} Le

Pen, est la conséquence de ce régime oligarchique. Les politiques libérales de l'Union européenne, les politiques façon Macron, par la compétitivité à tout prix, la concurrence de tous contre tous, produisent un individualisme qui se traduit ensuite par la montée des extrêmes droites, par la montée du racisme et de la xénophobie. La compétition déshumanisante amène au fascisme. Le nazisme est issu de la crise de 1929 et de la folie de notre système capitaliste à l'époque.

Dans l'hypothèse où M. Mélenchon ne serait pas élu président de la République, comment imaginez-vous poursuivre ce qu'aura fait la France insoumise ?

Cette force du peuple qui s'est soulevé sur ses fondamentaux humanistes, avec un écosocialisme, un écohumanisme extrêmement fort, se poursuivra. La campagne que nous menons nous émancipe, chacun à tous les niveaux. Cette force-là, consciente et éclairée, doit se poursuivre après l'élection, en cas d'échec, parce qu'il faudra une résistance de tous afin que la volonté de reconquête du pouvoir par le peuple ne retombe pas.

Comment convaincre les abstentionnistes et les indécis ?

Pour une fois, on peut voter pour ses convictions. C'est énorme ! Pour une fois, on peut avoir un vote qui engage une grande bifurcation historique, forte. Il ne s'agit pas simplement d'un programme, mais d'une méthode : la révolution citoyenne. J'ai 45 ans, et j'ai l'impression que c'est la première fois de ma vie qu'on peut provoquer d'un coup une accélération de l'Histoire, qui dépassera d'ailleurs les frontières de la France. Imaginez l'impact que cela pourrait avoir dans le monde capitaliste, productiviste où nous vivons : que la France assume - comme l'on fait certaines révolutions bolivariennes - de mettre l'intérêt général au cœur de nos politiques, d'inscrire la règle verte comme point de départ à toute action, de s'en remettre à l'intelligence collective du peuple en changeant de Constitution. Avoir un candidat écosocialiste qui propose une insurrection civique, une nouvelle révolution pacifique et citoyenne, il ne faut pas rater cette occasion historique ! Voici venu le temps du *buen vivir* (bien vivre).

- *Propos recueillis par Hervé Kempf et Lorène Lavocat*

Source : [Reporterre](#)

- Emplacement : Accueil > Le site de Hervé Kempf > Blog >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Danielle-Simonnet-Avec-Jean-Luc-Melenchon-nous-voulons-changer-le-systeme-12085>